

Non à la réforme des retraites. Quittez le COR. N'allez pas à l'Elysée.

Nous avons été informé de la résolution du Bureau Confédéral de la CGT-Force Ouvrière concernant le 15 février, la réunion inter-syndicale du 8 février et la question des retraites. Cette résolution appelle de notre part cette réaction.

Tout le monde est d'accord. Ce gouvernement mène une guerre sociale contre les salariés. Comme l'expliquait Warren Buffet, milliardaire et philanthrope : "*C'est une guerre de classe et c'est ma classe qui est en train de la gagner*".

Lors de ses vœux, le Président de la République a tenu fortement à féliciter les partenaires sociaux [1] : "**Je veux rendre un hommage particulier aux partenaires sociaux qui ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités, (...).**"

Ce sont ces éléments qui cadrent notre analyse de la situation.

Notre Bureau Confédéral a pris deux décisions :

- ▶ la première, c'est de participer à la réunion à l'Elysée le 15 février pour discuter "l'agenda social" qui au dire du Président, sera aussi chargé que 2009.
- ▶ la seconde, c'est de ne pas rencontrer les autres organisations syndicales le 8 février.

Nous pensons que c'était exactement l'inverse qu'il fallait faire.

Il est nécessaire et urgent de rencontrer les autres organisations syndicales le 8 février, pas pour préparer la réunion de l'Elysée, mais pour discuter de la situation présente et de la façon de lutter contre le gouvernement.

Pour nous contacter : 04 77 43 02 90 (UD) ou 06 88 97 47 41 (portable secrétaire)
Courriel : fometauxloire@free.fr ou [http:// www.les-militants-de-fo-dans-la-loire.org/](http://www.les-militants-de-fo-dans-la-loire.org/)
Pour nous écrire : Syndicat CGT-Force Ouvrière de la Métallurgie de Saint Etienne et ses environs.
Bourse du Travail 10, cours Victor-Hugo 42028. Saint Etienne Cedex 1
Pour nous rencontrer : Tous les mardis de 15h30 à 18h à la Bourse du Travail de Saint Etienne.

Il est nécessaire et urgent de ne pas aller au rendez-vous du 15 février. Le Palais de l'Elysée n'est pas exactement le lieu où l'on peut discuter entre organisations syndicales de plate-formes revendicatives.

"L'agenda social 2010", ce n'est pas le nôtre. Comment défendre les retraites quand on discute, quand on travaille " *main dans la main* " avec le chef du camp adverse.

Tous les salariés le savent. Pour gagner, il faut à la fois, des revendications justes et l'unité des salariés. La déclaration du Bureau Confédéral tourne le dos à cette règle élémentaire.

Les salariés sont échaudés par le printemps 2009. Et pour se (re)mobiliser, ils exigent des garanties :

► la première, c'est qu'**il faut un bon programme**. Le début de la déclaration du Bureau Confédéral en donne quelques éléments, même s'ils sont timorés comme le "moratoire de la RGPP", sur la question des retraites ou des salaires.

► la deuxième, c'est qu'**il faut l'unité**. La voie du sommet ayant échoué au printemps dernier, il convient de chercher un autre moyen. Une solution me semble être la proposition de l'UD 75 de la CGT-FO qui expliquait : " *Nous avons fait plusieurs fois la proposition que les salariés, dans les assemblées générales, débattent et préparent cette grève interprofessionnelle et décident de la poursuite des actions.*". Ces Assemblées Générales **organiseraient l'unité de tous les travailleurs** et pourraient être le lieu où sont discutés les revendications à mettre en avant.

La troisième, et elle est aussi importante que les deux premières, c'est de **rompre avec ce gouvernement**, celui du CAC40, des "parachutes dorés" et du "bouclier fiscal". Ne pas aller à l'Elysée le 15 février. Quitter immédiatement le COR (Conseil d'Orientation des Retraites) qui vise à associer les syndicats ouvriers à des constats partagés avec le MEDEF et ses officines.

Ces trois points sont liés.

Les travailleurs attendent un programme de défense, l'unité de leurs organisations pour l'appliquer et "un signe fort" pour dire : « Nous ne sommes pas des partenaires sociaux. ».

Non à la réforme des retraites.

Quittez le COR.

N'allez pas à l'Elysée.

Saint Etienne, le 4 février, le bureau du syndicat CGT-Force Ouvrière des Métaux de Saint Etienne